

Dans un programme diffusé sur votre site mercredi dernier, vous consacrez un temps de votre discussion à une enquête de Blast. Vous vous livrez à cette occasion à un procès en sorcellerie, pardon en complotisme, qualificatif que vous délivrez généreusement à Blast. Tout au long de cette séquence où nous vous servons de punchingball, vous fantasmez une adversité (la nôtre, contre la cause du peuple syrien), une volonté de réhabilitation (pro Bachar El-Assad), de l'antisémitisme (contre Bernard-Henri Lévy) et du complotisme, là où il n'y a rien de tout ça. Le fait que ce soit proféré avec des airs satisfaits n'y change rien : ce réquisitoire n'a aucun sens. Ce faisant, vous portez atteinte et jetez le discrédit sur une rédaction toute entière qui se bat pour produire et défendre un journalisme de qualité, une gageure dans un paysage médiatique dévasté, et notamment des enquêtes (un genre de plus en plus rare). Et des journalistes dont le professionnalisme est reconnu et que rien de vous autorise à salir de la sorte. Ce simple fait exige une réponse et nous vous demandons en conséquence de publier ce texte, en guise de droit de réponse.

Blast média complotiste, voilà le brevet que vous nous décernez... Diable. De quoi s'agit-il ? D'un article, 17ème volet d'une enquête au long cours démarrée en avril 2021 qui révèle documents à l'appui les dessous de l'entreprise de corruption active du Qatar et sa diplomatie sous-terrainne, soutenue par ses immenses moyens financiers. Cette entreprise destinée à asseoir son influence sur la scène mondiale, le Qatar la mène notamment en direction et grâce à ses amis français. Paris est un relais capital de cette stratégie. Cette enquête - la Qatar connection - s'appuie sur des documents exclusifs. Ils émanent des plus hautes autorités de la monarchie du Golfe, concernent et mettent en scène les hiérarques du régime et montrent comment celui-ci achète les soutiens et les esprits.

Le volet qui vous intéresse concerne la Syrie, avec la publication du compte-rendu d'une réunion secrète tenue en 2011 entre Bernard-Henri Lévy et le premier ministre qatari Hamad Bin Jassem Bin Jabr Al-Thani. Ce nouveau volet n'est pas un article isolé sur le dossier syrien, auquel nous aurions décidé de nous intéresser soudainement, mais une suite de précédents épisodes. En l'espèce, malgré les intentions que vous voulez nous imputer, preuve d'une méconnaissance totale de ce métier, ce sont les documents qui décident – ici, celui que nous nous sommes procurés, et son contenu. C'est ainsi en matière de journalisme d'enquête : quand on obtient une info, on s'en empare, on travaille dessus et on se bat de toute son énergie pour la sortir. Voilà comment ce métier fonctionne, non pas comme une boîte à fantômes que nous ouvririons selon notre humeur du moment pour nous offrir telle ou telle cible. Le journalisme ne relève pas d'une discussion de comptoir comme celle à laquelle vous vous livrez, même mise en scène devant une bibliothèque.

Ce nouvel élément démontre un peu plus comment la politique de la France, en particulier sous la présidence Sarkozy, a été alignée sur celle du petit et immensément riche Etat gazier. Ce compte-rendu porte la signature du directeur de cabinet du chef de son gouvernement. Depuis des mois, Blast a documenté la nature de cette relation privilégiée entre Paris et Doha, cristallisée notamment sur le dossier du football (en particulier sur la Coupe du monde), mais aussi sur la Lybie. Le nom de Bernard-Henri Lévy est apparu dans ce cadre, dans un des documents qataris. Le fait de l'avoir révélé nous a valu une plainte en diffamation. L'intéressé a été renvoyé dans ses cordes par la justice, qui l'a débouté en première instance - il vient de faire appel.

A l'appui de sa plainte, le philosophe prétend n'avoir jamais eu de relations avec les autorités qataries. Or, dans le compte-rendu qui nous amène au dossier syrien, le même BHL apparaît présenté comme le « conseiller et envoyé spécial de son Excellence le président Français Nicolas Sarkozy ». Cet élément, une surprise, nous l'avons souligné, contredit ses

affirmations. Il ne s'agit donc pas de mettre en scène un « adversaire » fantasmé, comme vous l'assenez en nous octroyant des intentions que vous délivrez on ne sait de quel magistère, mais d'une information sur un sujet majeur (la souveraineté de la France et la façon dont est/ a été définie sa politique extérieure) sur la foi de pièces officielles parvenues entre les mains de journalistes dont le métier (et le devoir) est de publier de tel documents. Ça n'a rien d'un choix, c'est ainsi. Tout a votre procès d'intentions, cela vous échappe.

On reste sans voix devant le type de raisonnements qui autorise vos conclusions définitives, tellement votre « démonstration » est une litanie en la matière. Toujours sur la présence de BHL à cette réunion, et le fait d'en révéler l'existence... Pour vous, d'entrée, c'est forcément suspect et ça disqualifie d'autorité ce document. Comme il s'agit d'une réunion secrète, de fait personne n'en connaissait jusqu'à présent l'existence, votre expertise sonne le holà et le verdict tombe, imparable : on n'en a jamais entendu parler, donc cette info est bidon, c'est un faux. Logique épatante ! Avec de telles vigies, l'avenir du journalisme est assuré, celui qui consiste à inviter Bernard-Henri Lévy sur tous les plateaux sans qu'aucune question, pas une, ne lui soit posée sur ce que Blast a déjà révélé - peu importe au passage qu'il y ait eu une intervention de la justice, et même une décision. Voilà du journalisme, et du bon. Au moins pas de complots, ici tout est parfaitement clair (selon votre logique) : on sait déjà tout.

Puisque vous aimez la sémantique, autant aller au fond des choses et mettre les pieds dans le plat avec celle que vous manipulez. Vous avez une explication à notre prétendue fixette contre BHL : en réalité, c'est... sa judéité que nous visons. Un de vos intervenants l'affirme de toute son autorité. Il repère la même mécanique à Blast que celle à l'œuvre dans les charges qui visent Georges Soros ! Whaou... Même avec des airs savants, il faut oser. C'est exactement le même type d'accusation que Bernard-Henri Lévy a voulu nous opposer devant le tribunal, avec le résultat que l'on sait.

On l'imagine, cet « expert » a lu l'ensemble de notre enquête et de nos articles sur la Qatar connection pour délivrer pareille condamnation. En même temps, on a un doute... Ça n'a rien d'évident : un de vos invités, présent sur votre plateau parce qu'il a « contre-enquêté » sur Blast et présenté comme un « journaliste indépendant » – il y est très à son aise, pas étonnant puisqu'il est en réalité un collaborateur de Conspiracy – reconnaît n'avoir que partiellement lu notre série sur le Qatar. « Il y a 17 articles sur BHL et le Qatar, je n'ai pas tout lu, je ne le vous cache pas », ose-t-il. Une confiance stupéfiante quand on l'entend soutenir la thèse de notre obsession contre BHL. S'il avait pris la peine de « tout » lire (la totalité de ces 17 épisodes), il aurait découvert que le philosophe n'est qu'un acteur parmi d'autres de cette série... Là encore, vous tirez à côté.

Autre sornette suscitant votre approbation générale, ce même « invité » affirme que le document que nous publions a circulé il y a une dizaine d'années sur Internet : « Et il y a quand même le fait que ce truc sort déjà en décembre 2011 sur Internet sur des sites très obscures... La source primaire a très visiblement disparu, a été supprimée et tout ça était présenté dans un package qui était visiblement antisémite... » « Obscure » et « primaire », en effet. Sauf que « tout ça » est faux : les documents de Blast n'ont JAMAIS été diffusés ni publiés nulle part. Ils ne risquaient pas puisqu'ils proviennent d'une fuite qui les a fait échapper des archives du Qatar et des plus hautes autorités de l'émirat. Ils sont exclusifs et rendus publics en tant que tels. Ils portent des éléments d'authentification qui ne laissent aucun doute et sont pour plusieurs d'entre eux signés : par le directeur de cabinet du Premier ministre qatari, pour le compte-rendu de la réunion avec BHL ; par le prince héritier et Nicolas Sarkozy, pour la réunion de novembre 2010 à l'Élysée, qui a permis au Qatar de décrocher la Coupe du monde et de régler les détails de l'intervention française en Libye...

Puisque vous n'avez pas eu le temps de le lire sur Blast, encore quelques précisions utiles : sollicitées sur chaque volet de notre saga, comme l'ensemble des personnalités concernées - contrairement à cette autre foutaise lâchée sur votre plateau, selon laquelle... il aurait fallu interroger les acteurs concernés (!) -, les autorités qataries n'ont jamais démenti leur authenticité. Et c'est le cas encore très récemment, questionnées cette fois par un confrère exerçant dans un quotidien de référence. Par ailleurs, la justice française, qui enquête notamment sur les affaires du football, a désormais nos documents en sa possession. En effet, nous avons accepté de les lui remettre, à sa demande.

Par ailleurs, ça va avec, vous présentez notre article comme une opération destinée à réhabiliter Bachar El-Assad. Ça n'a là encore aucun sens. Désolé de vous décevoir, nous n'avons à Blast aucune passion pour les dictateurs de façon générale, et en particulier pour le Syrien et son œuvre. L'histoire de cette réunion entre « l'envoyé spécial de son Excellence le président Français Nicolas Sarkozy » et le chef du gouvernement de Doha, ce n'est pas Blast qui l'invente mais un document qui la raconte et détaille le contenu de leurs échanges. Il ne s'agit ni de nier les massacres commis par Assad, ni de dénier aux peuples arabes la façon dont ils se sont soulevés au moment des Printemps mais d'informer sur les dessous d'une guerre et les stratégies et visées des acteurs, même si celle-ci ne se déroule pas sur leur territoire. D'autres l'ont fait, on peut aussi lire là-dessus la presse anglo-saxonne (du FT au Guardian, en passant par The Intercept). Publier ces éléments, révéler ce qu'ils contiennent et tenter d'éclairer ces informations, ça s'appelle du journalisme. Il n'y a aucune prise de position personnelle ou par principe là-dedans, seulement du journalisme. C'est très différent. Et c'est la différence entre le travail que nous faisons et ce que vous assenez ici.

Vous procédez en permanence par cet amalgame qui consiste à mettre dans la bouche des journalistes de Blast ce que décrivent et disent les pièces, dont nous révélons l'existence. En extrapolant sur nos prétendus objectifs et, au final, l'évidence (votre évidence) : notre complotisme avéré. Dans notre article, Bachar El-Assad est présenté dès les premiers mots pour ce qu'il est : un dictateur. Sans ambiguïté, dès le chapo (les premières phrases qui lancent la suite). Pour une réhabilitation, c'est très mal parti.

Mais peu importe là encore, ça n'empêche pas votre chasseur en complotisme de mener sa traque, bille en tête et en roue libre. Votre « invité » s'est agité en brandissant deux phrases sorties du texte auxquelles elles se rattachent, les coupant d'une narration qui suit une progression et sans laquelle elles ont un tout autre sens. Portées à notre discrédit, les voilà brandies comme preuves ultimes... Désolé, c'est faux, malveillant et consternant. Car il y a un problème, ici aussi. Dans l'article de Blast, ces phrases ne relevaient en rien de points de vue personnels (des auteurs). La première résumait un long extrait cité entre guillemets du compte-rendu de la réunion (entre le Qatari et son visiteur français). En amorce du paragraphe qui suit, elle synthétisait ce qui précède. C'est un procédé tout à fait courant, ce qu'on appelle une relance. L'isoler pour en faire le fond de sauce et de commerce d'affreux complotistes procède d'un amalgame malhonnête. C'est ignorer qu'il existe plusieurs niveaux de narration dans un texte. On apprend ça dans n'importe quelle école de journalisme digne de ce nom. Ce qui est résumé et décrit ne procède que du document cité, et de rien d'autre.

La seconde phrase procède de la même fonction – elle résume ce qui précède et ne peut là non plus être confondue avec un point de vue personnel. Il y avait dans cette phrase un mot qui, d'après vous, traduit à lui seul le complotisme régnant à Blast. Lequel ? Le mot marionnettiste. Cette occurrence déclenche l'alerte et votre conviction. Diable... Ce mot existe depuis longtemps dans le dictionnaire français, employé bien avant que l'objet de votre site – le complotisme, qu'on peut approximativement faire remonter à une dizaine d'années, autour

de la montée et de l'avènement du trumpisme aux Etats-Unis – ne soit apparu. Il est certes un des éléments du lexique complotiste mais encore faut-il pour le qualifier ainsi qu'il nourrisse une conviction ou une visée qui en relèvent. Par ailleurs, pour qu'il mérite ce label, il faudrait qu'il revienne régulièrement, comme une antienne. Qu'il relève d'une obsession.

Qu'en est-il ? Les enquêtes de Blast en sont-elles truffées, comme ça doit être le cas (quand on vous écoute) ? C'est manqué : vous n'en avez pas lu énormément, on l'a compris, mais nous vous mettons au défi en le faisant de repérer une récurrence dans nos colonnes de ce mot de la langue française. Vous êtes là encore à côté de la plaque et de la réalité. Désolé de vous le signaler, vous trouverez ce mot dans tous les médias de ce pays.

Pour revenir à Blast, construire sur cette lecture tronquée une théorie aussi fantaisiste pour nous ranger au milieu des QAnon, Eric Zemmour et autres Alain Soral (!!!) est en réalité une sorte d'exploit. Une telle incapacité à appréhender différents niveaux de narration est affligeante, quand on se pique de sémantique. Une phrase, une citation ou une relance qui résume ce qui précède, comme en l'espèce, ne peut être attribuée aux auteurs, comme reflétant leur pensée. A moins de confondre et coller sur le dos des journalistes tout propos, toute syllabe, tout mot publiés dans les journaux et les titres où ils travaillent.

Ah oui... votre invité/expert a un autre argument massue : le fait que nous ayons décidé de retirer ces deux phrases par souci de clarté. Contrairement à ce qu'il imagine, les choses sont aussi simples que saines. N'ayant ni passion, ni mission à mener au service d'Assad (on le répète, ça semble utile ici), nous sommes soucieux de la façon dont ce que nous écrivons est reçu et perçu. C'est donc naturellement et tranquillement que nous avons préféré retirer ces deux phrases mal comprises, et peut être même maladroites. Ça peut nous arriver et si c'est le cas nous rectifions bien volontiers. Constatant que certains pensaient que nous soutenions un régime pour lequel nous n'avons aucune sympathie, nous avons également publié un article de clarification sur la nature et l'objet de notre enquête, et le document publié. Ça n'y changera rien, persuadé d'avoir déniché la bête, votre expert de la « contre-enquête » déroule sa thèse contre toute évidence : Blast est un média complotiste.

C'est très bien de délivrer des brevets mais ça demande un peu de rigueur quand on s'en prend de façon caricaturale à des journalistes parfaitement respectables, qui ont fait leurs preuves, dont l'éthique et la distance à l'égard de toute thèse nauséabonde est incontestable. En procédant comme vous le faites, échafaudant des constructions bancales, convaincus d'un sujet qui n'existe pas (Blast défend El-Assad ; Blast prétend que la guerre a été déclenchée par « un écrivain français »...), vous ne vous apercevez même pas que vous ressemblez furieusement à ce que vous prétendez dénoncer. Ça pourrait mériter notre mépris, mais nous n'en avons même pas. En revanche, nous sommes en colère. Depuis des mois, nous nous battons pour faire vivre un lieu où le journalisme et l'enquête existent, sur et autour de sujets majeurs, d'utilité publique - pas des élucubrations lancées en l'air comme celles que vous moulinez. Vouloir nous ranger au rang des pires complotistes, en nous associant aux délires anti-Sorros, est aussi malveillant que ridicule.

A vous faire les gardiens d'une éthique qui s'invente des adversaires qui n'en sont pas, vous vous enfermez dans un monde parallèle, vous qui prétendez dénoncer cela. Et passez, que ce soit volontaire ou pas, à côté du fond du sujet. Quelque chose d'essentiel : savoir si oui ou non la France exerce ou a exercé sa souveraineté (et ceux qui la gouvernent ou l'ont gouverné) de façon indépendante ou sous emprise d'un pouvoir étranger. Une question qui visiblement ne vous intéresse pas. Vos procédés et votre façon de forcer à tout crin une logique qui ne repose sur rien, si ce n'est l'autorité que vous vous auto-accordez, mériteraient sans aucun doute un numéro entier de votre émission. Essayez, vous avez là un excellent sujet. A breveter.

La rédaction de Blast